



## **PROMOTION GÉNÉRAL GALLOIS**

**2016-2017**

**L'ALGÉRIE :**

### **DÉFIS SÉCURITAIRES ET ENJEUX RÉGIONAUX**

**Lieutenant-Colonel Seddiki Abderrazak (Algérie)**

**Sous la direction**

**Contre Amiral (2S) Jean Dufourcq, Docteur en science politique**

**Chercheur associé à l'ISC (Institut de stratégie comparée)**

**Rédacteur en chef de la lettre bimensuelle La Vigie**

## **Résumé**

L'Algérie est caractérisée par son immense superficie, l'élongation de ses frontières, sa position géographique favorable et ses importantes richesses naturelles. Tous ces atouts l'ont exposé à de dures menaces et à des défis sécuritaires complexes, qu'ils soient internes et externes. Pour la première fois depuis son indépendance, elle s'est trouvée menacée dans sa sécurité et son intégrité territoriale.

Les politiques que l'Algérie suit pour faire face aux diverses menaces qui la visent sont basées sur une stratégie privilégiant l'approche sécuritaire, fondée sur la lutte contre le terrorisme et le tarissement de ses ressources financières. Cette stratégie passe par l'impératif du contrôle des frontières et la consolidation des relations diplomatiques avec les pays voisins, notamment en raison de la nécessité de la coopération et de la coordination en matière de renseignement et de sécurité.

## **Abstract**

Algeria is characterized by its immense surface area, long borders, ideal geographical position and its vast natural resources. All these assets have exposed the country to harsh threats and complicated internal and external security challenges. For the first time since its independence, Algeria's security and territorial integrity is threatened.

Algeria's security policies to deal with various threats are based on a strategy for the fight against terrorism and the banning of its financial resources. This strategy is subject to imperative border control and the firming up of diplomatic relations with neighboring countries. This is due to the need for cooperation and coordination in the area of intelligence and security.

\*

## Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>1ère partie : les défis sécuritaires que l'Algérie affront</b>	<b>4→14</b>
<u>Chapitre 1</u> : le terrorisme (interne, aux frontières)	<b>4→7</b>
Les origines du terrorisme en Algérie.....	<b>4</b>
Les Afghans- arabes après la libération de Kaboul.....	<b>5</b>
L'annulation des résultats des élections législatives 1992 ; début de la violence.....	<b>5→6</b>
Le chaos libyen et son impact sur la sécurité algérienne.....	<b>6→7</b>
<u>Chapitre 2</u> : la contrebande de divers types.....	<b>8→14</b>
Les raisons de la contrebande.....	<b>9</b>
La lutte contre la contrebande.....	<b>9→10</b>
Le trafic narcotique en Algérie.....	<b>10→12</b>
L'immigration clandestine.....	<b>12→14</b>
<b>2eme partie : les enjeux régionaux associés à la sécurité stratégique...</b>	<b>15→30</b>
<u>Chapitre 1</u> : enjeux politiques.....	<b>15→25</b>
Enjeux politiques internes.....	<b>15→17</b>
Enjeux politiques externes.....	<b>18→25</b>
<u>Chapitre 2</u> : enjeux sécuritaires.....	<b>25→28</b>
L'initiative 5+5 défense.....	<b>27→28</b>
<u>Chapitre 3</u> : enjeux économiques.....	<b>29→30</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>31</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>33</b>

\*

## INTRODUCTION

L'Algérie, pays méditerranéen et nord-africain, est aujourd'hui plus que jamais menacée dans sa sécurité et sa stabilité nationale. Si elle a été en mesure de contenir la menace terroriste à l'intérieur du territoire national, il n'en demeure pas moins qu'elle fait face depuis 2011 à une situation géopolitique très compliquée, tout le long de ses frontières terrestres. Ces menaces proviennent d'une combinaison de facteurs :

- l'instabilité politique dans les pays du Sahel et l'absence de perspectives de développement économique dans cette région ;
- la multiplication des conflits identitaires et ethniques ;
- la défaillance de l'État libyen dû à la chute du régime de Kadhafi ;
- la prolifération des armes légères et le développement de la criminalité organisée, favorisant l'émergence de plusieurs groupes terroristes, constituant une vraie menace aux frontières algériennes.

Ces facteurs ont obligé l'Algérie, État pivot aux plans arabe, africain et méditerranéen, à prendre des mesures préventives sécuritaires, économiques et diplomatiques. Il s'agit pour elle d'assurer son intégrité et de protéger son territoire et sa population, tout en assurant sa stabilité et en participant à la sécurité régionale contre toute menace ou hostilité interne ou importée.

Le choix de ce sujet est motivé par la volonté d'attirer l'attention du lecteur sur le dilemme sécuritaire auquel fait face, actuellement, l'Algérie.

Cette situation nécessite une analyse de la situation sécuritaire du pays, en détaillant son expérience importante en matière de lutte contre le terrorisme. Elle sera abordée à la fois sous l'angle de vue d'un simple citoyen algérien, et sous celui d'un officier supérieur de l'ANP, l'Armée nationale populaire algérienne.

Le présent mémoire se basera sur l'expérience personnelle de l'auteur et sur la documentation accessible inhérente au sujet, en adoptant une approche historique et politique en deux temps:

- Les défis sécuritaires que l'Algérie affronte ;
- les enjeux régionaux associés à sa sécurité stratégique.

\*

## Première partie

### **Les défis sécuritaires que l'Algérie affronte**

L'Algérie fait face à des défis sécuritaires majeurs, à ses frontières et à l'intérieur de son territoire. Son voisinage instable et agité lui impose de prendre des mesures particulières pour faire face aux groupuscules terroristes qui persistent à l'intérieur du pays, mais aussi pour renforcer la sécurité de ses frontières contre les fléaux de la contrebande, le narcotrafic et l'immigration clandestine.

#### **Chapitre 1: Le terrorisme (interne, aux frontières)**

L'Algérie indépendante a été frappée par le terrorisme vers la fin des années quatre-vingt. L'amplification de ce phénomène est due aussi bien à des facteurs internes qu'externes et a été marquée par un contexte chronologique et historique complexe.

- **Les origines du terrorisme en Algérie**

La référence au « djihad » plonge ses racines dans la guerre opposant les Afghans aux Soviétiques entre 1979 et 1989. Après la fin du conflit, les djihadistes arabes « les Afghans » ayant participé aux combats ont tenté de continuer le djihad dans leurs différents pays d'origines.

Beaucoup de facteurs ont motivé le départ des combattants arabes vers l'Afghanistan et le Pakistan dont les plus importants sont les suivants :

- s'inscrivant dans un contexte de guerre froide, les États Unis ont apporté leur soutien aux Afghans en facilitant l'envoi de combattants arabes vers l'Afghanistan. en réponse au soutien fourni aux Vietnamiens par les soviétiques ;
- Les pays arabes n'ont pas découragé les djihadistes de partir en Afghanistan pour contenir le communisme qui tendait à se propager vers les pays du Golfe arabo-persique.

- **les Afghans-arabes après la libération de Kaboul**

Après la chute de Kaboul et le départ des Soviétiques à la fin des années quatre-vingt, un grand nombre des djihadistes sont revenus dans leur pays d'origines. Parmi ceux-là, les

combattants algériens qui ont essayé dès leur retour diffuser des idées radicales dans la société algérienne dont le contenu s'articule autour de quelques idées générales :

- l'application des lois islamiques est un devoir pour tout musulman, ne nécessitant aucune autorisation des autorités ;
- les sociétés arabes et islamiques sont soit infidèles, soit ignorantes ou opprimées, du coup il faut se révolter contre les régimes en place.
- il faut boycotter les institutions étatiques qui représentent l'État infidèle ;
- il faut donc contester la légitimité du gouvernement algérien ;
- le djihad est le seul moyen pour instaurer un État islamique.

- **L'annulation des résultats des élections législatives de 1992 et le début de la violence**

L'annulation des élections législatives par les autorités algériennes est survenue suite à des informations confirmées, faisant état d'une menace de disparition imminente de l'État algérien en tant que tel, Il cèderait la place à un État islamique instauré par le parti islamique, le Front islamique du salut (FIS), « Le FIS aurait l'intention et le désir d'abolir la démocratie, qu'il considère comme une hérésie » (cf. un haut gradé, ancien conseiller au MINDEF). D'autre part, les discours radicaux adoptés par les islamistes ont fait peur aux autres partis politiques, car ils ont masqué leur position exacte concernant le devenir de la démocratie en Algérie après leur arrivée au pouvoir.

La suspension des élections a marqué le début d'une période de violence aveugle en Algérie. Les extrémistes ont prôné le djihad pour renverser le régime, et établir un État islamique. La violence et les massacres, au nom de la religion sont devenus une monnaie courante. La population s'est trouvée menacée et terrorisée par des groupes armés qui ne parlent que le langage du sang pour marquer leur territoire et imposer leur projet.

Devant cette situation complexe, le pays a fait appel à l'armée pour restaurer la paix et la sérénité. Toutefois, le retour à la stabilité et à la sécurité a coûté très cher et a nécessité beaucoup de sacrifices avec de multiples atteintes aux vies humaines et aux biens publics et privés du pays et de la population. Cette situation a été aggravée par l'isolement de l'Algérie sur la scène internationale, en l'absence de tout soutien de la part des pays frères et des pays amis.

L'année 1999 a marqué un tournant dans l'histoire du pays, dans la mesure où l'élection de Monsieur Abdelaziz Bouteflika, comme Président de la République a permis de ramener la

paix et la sécurité en Algérie. Dans ce sens, le nouveau Chef de l'État, a mis l'accent dans son projet politique sur la paix et la réconciliation. La politique suivie a été fructueuse et a permis l'abandon par un grand nombre de terroristes de leur idéologie et le dépôt de leurs armes.

Dès le début de la vague de terrorisme en Algérie, les leaders algériens ont sollicité l'aide et la coopération de la communauté internationale, en soulignant que le terrorisme est un fléau international, ne visant pas uniquement l'Algérie. Cependant, cet appel n'a pas reçu un écho favorable du fait le mutisme et l'ignorance des pays censés apporter l'aide nécessaire. Il faudra attendre les attentats terroristes du 11/09/2001, perpétrés aux États-Unis par « AL QAIDA », pour que le monde prenne la mesure des appels algériens à une lutte globale contre le terrorisme. Depuis lors, l'expérience algérienne est devenue une référence en matière de lutte contre le terrorisme.

- **Le chaos libyen et son impact sur la sécurité algérienne**

En raison de son voisinage immédiat à la Libye, L'Algérie s'est toujours préoccupée de la crise libyenne. Dès le début de la crise, l'Algérie a considéré le problème libyen comme une affaire intérieure et qu'il incombait aux Libyens de le résoudre. Car toute ingérence extérieure compliquerait la situation davantage. L'intervention des forces des pays de l'OTAN au profit des rebelles a permis de renverser le leader libyen et son régime, mais n'a fait qu'amplifier la crise. Devant l'incapacité des nouvelles autorités à contrôler la situation, et le renoncement de l'OTAN de poursuivre ses opérations jusqu'à l'établissement d'un système robuste et durable (sorte d'assurance de service après-vente), le pays s'est enlisé dans le chaos et la guerre civile, avec l'émergence de divisions tribales liées à d'anciennes spécificités et divergences, profitant à certains groupes terroristes. En revanche, la prolifération des armes a prospéré avec la mise à sac des arsenaux de l'armée libyenne bénéficiant de l'anarchie qui régnait dans le pays, pour franchir les frontières et menacer les pays limitrophes.

En conséquence l'Algérie a décidé de passer à nouveau à l'action en renforçant la protection de ses frontières par l'adoption des mesures préventives suivantes :

- La destruction de tout convoi de véhicules se rapprochant des frontières, ou essayant de s'infiltrer à l'intérieure clandestinement ;
- la mise en alerte systématique des bases aériennes frontalières ;
- le renforcement du dispositif sécuritaire aux frontières.

Mais en raison de l'immensité des territoires et de la longueur des frontières, toutes ces dispositions n'ont pas permis d'assurer une étanchéité complète des frontières de l'Algérie. En effet, un groupe terroriste a réussi en janvier 2013 à pénétrer à l'intérieur du pays et à s'emparer d'une usine de gaz naturel dans un lieu nommé « Tiguentourine », en prenant en otages un grand nombre étrangers. Les terroristes ont tenté de faire chanter les autorités algériennes pour les soumettre à leurs conditions. Mais grâce au principe de non-négociation avec les terroristes adopté par l'Algérie et à l'expérience opérationnelle de ses forces armées, l'Algérie a pu éliminer ce groupe terroriste malgré des pertes humaines en donnant le signal clair que l'Algérie ne tolérera jamais la violation de ses frontières.



Ainsi, Malgré un contexte géopolitique mouvementé et instable, l'Algérie a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation pour faire face à la menace terroriste, visant sa sécurité et sa stabilité. Elle a également confirmé son statut de puissance régionale avec laquelle il faut composer pour contrecarrer les autres menaces, en particulier la contrebande.

\*

## **Chapitre 2 : La contrebande, les trafics et les activités illicites de diverses catégories**

### **1- La contrebande de biens de consommation courante**

**Rappel de définition :** « la contrebande est définie comme l'importation et l'exportation en dehors des bureaux de douanes, ainsi que comme une violation des dispositions légales ou réglementaires relatives à la détention et/ou transport des marchandises à l'intérieur du territoire douanier. »

La contrebande constitue une menace majeure pour l'économie algérienne car elle lui cause des dommages irréparables et affecte directement le budget de l'État ce qui à son tour influence négativement la vie quotidienne publique des Algériens. Pour faire face à cette menace, l'Algérie a mis en place en août 2006, un organe compétent, relevant du cabinet du chef de gouvernement, appelé « l'Office national de lutte contre la contrebande » l'«ONLCC «.

Ces dernières années, malgré toutes les mesures prises, ce fléau économique s'est développé d'une façon spectaculaire, accompagné par la baisse des revenus de l'État, ce qui a fait réagir les autorités algériennes qui sont résolues à y mettre un terme, car d'après une déclaration d'un haut responsable de l'État algérien : « c'est un manque à gagner de plus de deux milliards de dollars par an pour l'Algérie, c'est avec le Maroc que se produit la plus grande partie de ce trafic ». Il a poursuivi en disant : « nous arrosons l'Afrique du nord avec plus de deux milliard de dollars d'hydrocarbure, de diesel et d'essence ».

Suite à des récentes statistiques, le marché marocain prend la première place de ce commerce illicite de carburant avec 60%, soit environ 1,2 milliard dollars, suivi de la Tunisie avec 30%, et enfin les autres pays limitrophes, comme le Mali, qui s'adjugent les 10% restants. Si le trafic de carburant est aussi important, c'est principalement pour une question de prix. En Algérie, un litre de gasoil coûte environ 0,17 euro, alors qu'il vaut près d'un euro au Maroc, soit six fois plus.

Malgré le renforcement de la sécurité au niveau des frontières, le trafic n'a pas connu de réelle baisse ces dernières années, et en conséquence l'Algérie perd chaque année environ trois milliards de dollars si on prend en compte également le trafic des autres marchandises et produits consommables.

## **Les raisons de la contrebande**

Il existe plusieurs raisons qui ont conduit à l'aggravation de ce phénomène dont les plus importantes sont :

- Raisons politiques : l'État algérien a promulgué quelques lois et réglementations afin de protéger l'économie nationale, ainsi que le pouvoir d'achat des citoyens, et l'amélioration de leur niveau de vie, par la subvention des prix de certains produits alimentaires et consommables. Cette mesure a incité quelques-uns à trafiquer en acheminant les produits subventionnés hors des frontières pour les revendre au double des prix initiaux.
- Raisons économiques : la crise économique vécue par l'Algérie a produit une pénurie de certains produits nécessaires.
- Hausse des honoraires de dédouanement : les hausses des taxes établies pour augmenter les revenus du Trésor public, afin de développer l'économie nationale, auraient eu un effet contraire qui s'est traduit par des évasions fiscales.
- Raisons sociales et psychologiques : cela est dû au chômage et à la crise du logement, en plus du manque de conscience citoyenne envers le paiement des taxes.

## **La lutte contre la contrebande**

Pour réduire ce phénomène, l'Algérie a adopté plusieurs procédures, et a pris plusieurs mesures qu'on peut résumer au :

- Soutien des moyens de lutte contre la contrebande par :
  - L'élaboration des procédures préventives ;
  - L'amélioration des mécanismes inter-secteurs ;
  - L'établissement des règles particulières dans le domaine de la surveillance et de la répression ;
  - L'amélioration des règles de coopération internationale ...
- Les mesures préventives concernent spécialement:
  - Le contrôle des flux des marchandises ;
  - La mise en place d'un système de détection de qualité et de suivi des origines des marchandises ;
  - L'information et la sensibilisation du consommateur sur les risques de la contrebande ;

- La généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électroniques ;
- La consolidation du dispositif sécuritaire aux frontières ;
- La promotion de la coopération internationale dans le cadre de la lutte contre la contrebande.



Ainsi, la contrebande est considérée comme l'un des facteurs d'instabilité pour l'Algérie. Elle affecte l'économie et la vie quotidienne du citoyen algérien. Raison pour laquelle l'Algérie a consacré d'énormes moyens pour mettre fin à ce fléau, et à défaut pour l'atténuer et ce, malgré l'élongation des frontières terrestres favorisant les tentatives des trafics illicites.

## **2- Le trafic narcotique en Algérie**

### **Rappel de définitions:**

- « un narcotique (du grec narké = torpeur) est une substance chimique capable d'induire chez l'humain et chez l'animal, un état proche du sommeil et qui engourdit la sensibilité ».
- « Narcotique se dit d'une substance qui provoque un assoupissement, un relâchement musculaire et une diminution ou une abolition de la sensibilité ».
- « le sens du terme a glissé et il s'utilise désormais comme synonyme de stupéfiant ».
- « c'est un groupe de dépresseurs, dérivés de l'opium ou chimiquement apparenté à ses composants. Ils sont parfois désignés sous le terme de morphinique et ces substances peuvent rapidement engendrer une toxicomanie ».

Un rapport émis par une haute autorité sécuritaire algérienne, a révélé que l'Algérie connaît un important flux de drogue en provenance du Maroc, pays producteur de drogue dans le Rif principalement. Les trafiquants de drogue utilisent des armes lourdes et coopèrent avec les différents groupes terroristes, pour passer leurs cargaisons.

La même source a confirmé aussi que la hausse des quantités saisies est due à deux principaux facteurs :

- **Le premier facteur** : les autorités algériennes ont mis en place 28 postes sécuritaires avancés le long de ses frontières, avec le creusement de tranchée d'une longueur de 270km. Malgré le fait que les autorités marocaines ont, elle aussi, construit une barrière d'une longueur de 100km, cela n'a pas mis fin à ce fléau, ce qui a conduit à penser à l'hypothèse d'existence des tunnels dédiés à ce trafic.
- **Le deuxième facteur** : concerne la situation sécuritaire dans la région du Sahel et qui a forcé les narcotrafiquants à transporter leurs cargaisons à travers l'Algérie, destination du Moyen-Orient et de l'Europe. Cela a conduit les forces de sécurité algériennes à la découverte de ces circuits et à la saisie de grandes quantités de drogue.

Les narcotrafiquants appartiennent à des gangs internationaux très organisés qui utilisent diverses armes pour affronter les forces de sécurité pendant le transport des cargaisons. Ce fait a aggravé la situation sécuritaire en Algérie en ajoutant un autre fardeau, surtout comme l'ont fait ressortir des rapports de l'ONU et des autres agences régionales qui ont confirmé que ces gangs coopèrent avec les terroristes, en leur payant des taxes, en contrepartie des facilités dans le transport des cargaisons.



La lutte contre le narcotrafic est un processus complexe, exigeant des efforts exceptionnels de la part de l'État algérien pour contrer des gangs internationaux professionnels et très organisés. Dans ce cas la lutte contre ce phénomène nécessite une grande coopération et une coordination avec les autorités marocaines pour le déraciner.

En plus de cette menace, le pays est confronté à des flux d'immigrés clandestins en provenance du Sahel.

### **3- L'immigration clandestine**

#### **Rappel de quelques définitions.**

- « le mot immigration vient du mot latin **in-migrare** qui signifie rentrer dans un lieu »
- « l'immigration clandestine est une forme d'immigration ; un immigré clandestin est une personne qui reste dans un pays de manière illégale sans tenir compte des lois sur l'immigration de ce pays. On parle aussi de sans-papiers, car ils n'ont pas de carte d'identité ou de passeport ».
- l'immigration, désigne aujourd'hui l'entrée, dans un pays d'une personne étrangère et qui y vient pour y séjourner ou s'installer '.

Pour bien comprendre ce phénomène, qui est devenu un sujet de préoccupation pour le gouvernement algérien, il faut tout d'abord chercher ses causes, qu'on peut résumer en trois facteurs clés : économiques, politiques et catalyseurs.

#### **Les facteurs économiques**

La variation du niveau économique entre les pays exportateurs des migrants et les pays d'accueil est le résultat de la fluctuation de rythme de développement économique dans ces pays, qui dépend totalement au Maghreb de deux secteurs qui n'assurent pas la stabilité économique, à savoir l'agriculture et l'exploitation minière. La première est liée aux pluies, la deuxième est liée aux conditions de marché international, ce qui a affecté directement le marché d'emploi. Vu la croissance démographique, beaucoup de gens se sont retrouvés sans travail, y compris les jeunes universitaires. Dans ce contexte, le sociologue français Alfred

Sauvy a évoqué cette problématique par ce célèbre dicton : « ou bien les richesses iront là où sont les hommes, ou bien ce sont les hommes qui iront là où sont les richesses. »

### **Les facteurs politiques**

Ils sont caractérisés par la dégradation de la situation politique dans les États africains, parce que les régimes installés sont, soit totalitaires, ou des démocraties formelles, un facteur auquel s'ajoutent de nombreux conflits et tensions politiques avec des transitions non pacifiques du pouvoir. Toutes ces causes poussent la population à immigrer vers d'autres pays en particulier vers ceux qui sont relativement stables, comme l'Algérie et le Maroc.

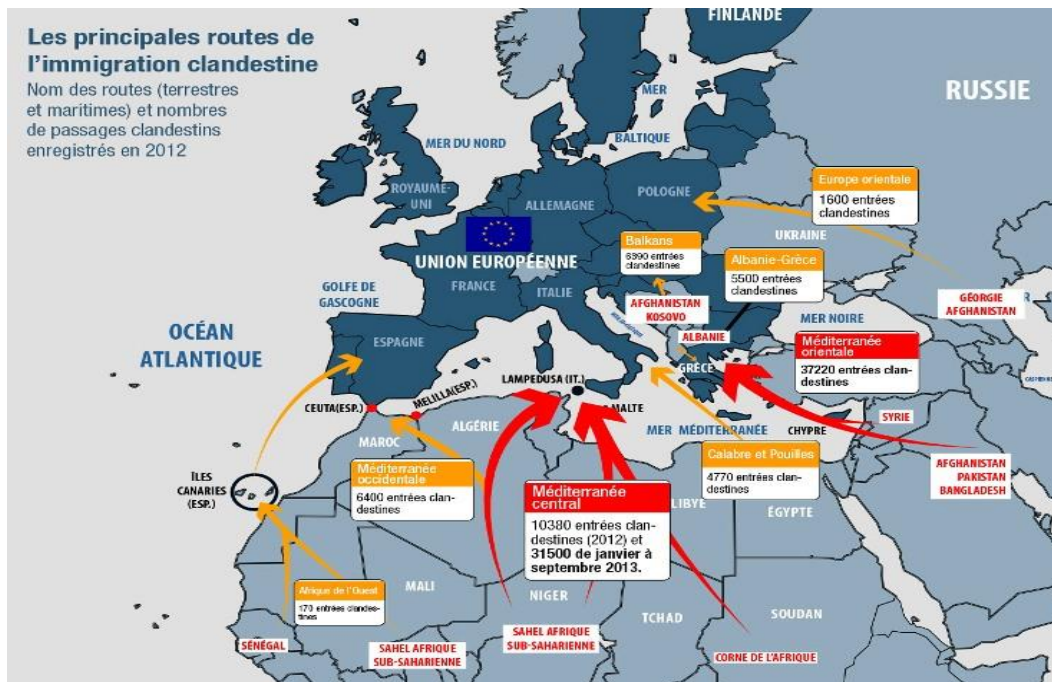
**Les facteurs catalyseurs** : on peut les résumer ainsi :

- L'image de réussite sociale montrée par l'immigrant lors de son retour au pays où il affiche les signes extérieurs de richesse ;
- La progression des médias visuels conduit tout le monde et spécialement les plus pauvres, à acquérir des antennes paraboliques, et vivre dans un monde magique, qui a suscité chez eux le désir d'avoir une vie meilleure ;
- La proximité géographique de zones prospères qui a conduit à deux sortes d'immigration en Algérie, avec des immigrants qui viennent pour s'y installer (Algérie, pays d'accueil), ou rester temporairement afin de traverser vers l'Europe (Algérie de transit).

### **Des solutions proposées**

Bien que la liberté de circulation soit une partie des droits de l'Homme, cela ne signifie pas que ce droit puisse être exercé par des étrangers à l'intérieur des frontières algériennes. L'Algérie, en tant que puissance régionale, est donc concernée par ce phénomène. Elle peut fournir des solutions pour le réduire. En premier lieu, modifier la loi de travail et allouer un certain pourcentage pour les pays exportateurs des migrants, spécialement dans le secteur agricole où les jeunes algériens sont très réticents, En second lieu, l'Algérie peut offrir une assistance économique à ces pays, en investissant directement chez eux, afin d'améliorer leurs capacités, et créer des postes de travail permanents à travers des entreprises nationales qui respectent les droits de ses employés. Ces procédures peuvent être consolidées par les médias qui jouent un rôle important pour dépeindre les souffrances de ceux qui ont réussi à immigrer et montrer que l'autre rive n'est pas le paradis promis.

Enfin, il reste à signaler qu'il y a un autre type d'immigration appelée l'immigration forcée, elle est le résultat des facteurs naturels, la sécheresse ou la recherche des pâturages, et elle est aussi le résultat des facteurs humains, les guerres, les conflits sectaires, ethniques et religieux, comme ce qui est le cas aujourd'hui, où l'Algérie abrite des dizaines de milliers de nos frères syriens, qui ont fui leur pays à cause de la guerre civile déclenchée en Syrie.



La réduction du phénomène de l'immigration clandestine demeure tributaire d'une solution durable de la part de la communauté internationale pour faire face aux causes engendrant ce fléau et à leur tête, l'instabilité politique et sécuritaire ainsi que l'absence de perspectives pour les jeunes subsahariens. Toutefois, l'élimination de ce fléau n'est toujours pas à l'ordre du jour en raison d'un environnement géopolitique agité.

\*

## Deuxième partie

### Les enjeux régionaux associés à la sécurité stratégique de l'Algérie

Les mutations internationales successives ont imposé à l'Algérie d'adopter des politiques particulières pour faire face aux évolutions et pour s'adapter aux changements intérieurs et extérieurs. Toutes ces mesures visent à gagner le pari de la sécurité et de la stabilité.

#### Chapitre 1 : enjeux politiques (internes, externes)

##### 1. Enjeux politiques internes

###### **Préambule.**

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie s'est refermée sur elle-même, en optant pour le parti politique unique. Ce dernier a accaparé à lui seul la gestion de tous les aspects de la vie politique, économique et sociale, menant ainsi vers la fin des années quatre-vingt du siècle dernier à un blocage, engendrant des mouvements de protestation massifs. Ces changements résultant aussi de la naissance du multipartisme dans le camp socialiste, a conduit à l'ouverture politique du pays à travers la révision constitutionnelle de 1989, définissant un nouveau modèle démocratique et instituant le multipartisme. Ce choix a été confirmé et consacré par la Constitution de 1996.

Toutefois, le processus démocratique en Algérie a toujours été confronté à de multiples défis et qui continuent à handicaper l'instauration du régime démocratique souhaitée :

###### **La domination de l'exécutif sur le législatif dans la perception des politiques publiques de l'État.**

La révision partielle de la Constitution de 1996, introduite par le Président de la République concerne la relation entre les trois pouvoirs, elle est survenue après une large concertation avec toutes les composantes de la société algérienne et à la suite de son approbation par les deux chambres. Elle visait avant tout la création d'équilibres entre les trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et judiciaire. Ainsi cette réforme constitutionnelle a permis au Parlement de jouer un rôle plus important en matière de législation, de contrôle de la performance du gouvernement et de contribuer à l'évaluation des politiques menées par le gouvernement.

Sur un autre registre, on trouve que, contrairement à la constitution précédente, celle de 1996, illustre la nomination du Premier ministre au sein du parti politique majoritaire et cela entretient la compatibilité entre les prérogatives du président, élu directement au suffrage universel direct, et celles du Premier ministre, désigné parmi la majorité parlementaire. Sans oublier l'importante révision portant sur la constitutionnalisation des mandats présidentiels, avec désormais un seul mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

### **La crise démocratique au sein des partis politiques.**

L'importance du principe du changement politique survenu en Algérie est de fonder un régime démocratique, fondée en l'occurrence sur le multipartisme. Ce modèle politique démocratique n'a pas seulement pour objectif de multiplier les partis politiques mais aussi et surtout de moraliser et diversifier le champ politique, par l'émergence de courants politiques au sein des partis. Car le pluralisme n'est pas dans le nombre de partis politiques mais essentiellement dans la consécration d'une démocratie exercée en premier lieu à l'intérieur des formations politiques. Or, le constat actuel que peut enregistrer tout observateur de la vie politique algérienne est que la majorité des partis politiques sont loin en être là. Malgré, les slogans lancés au sein même de ces partis appelant à l'adoption d'un régime démocratique, il se trouve qu'ils souffrent d'un manque de démocratie interne. En fait, le déficit démocratique au sein des partis est dû à la domination des anciennes figures emblématiques, au nomadisme politique et des successions à la tête des partis de personnes choisies non sur la base de leur compétence mais plutôt en fonction de leur âge et de leur influence. Cette situation a banalisé l'activité politique et elle a favorisé l'abstention lors des élections et l'indifférence de la population vis-à-vis de la politique.

### **La société civile et la transition démocratique**

La société civile peut être considérée comme l'acteur le plus important dans la concrétisation de la démocratie d'un pays. En effet, avec ses différentes structures et organisations, elle est considérée comme une garantie contre le monopole du pouvoir exercé par tout ou partie de l'appareil étatique. Elle peut également influencer les décideurs politiques et assumer son rôle informel de contrôle de la performance du gouvernement et assurer la bonne gouvernance. Or, ce n'est pas le cas en Algérie. Malgré la présence d'une société civile caractérisée par un nombre élevé d'associations. L'impact de la société civile sur la vie politique, économique et culturelle reste très faible. Et ce pour plusieurs raisons :

- la plupart de ses associations s'activent sous couvert du pouvoir étatique ;
- certaines associations sont affiliées à des partis politiques, et de facto, œuvrent selon les directives des chefs de partis ;
- l'échec de beaucoup de ces mouvements est dû à l'incompétence des personnes du domaine associatif et à l'ignorance du bien-fondé des méthodes du travail associatif.

### **Les médias et la transition démocratique.**

La liberté d'expression a été institutionnalisée dans la constitution de 1989. Cette liberté publique octroyée a été concomitante de la crise politique vécue par l'Algérie. Si l'ouverture et la multiplication des médias algériens semblent être un avantage pour la société algérienne avec la fourniture d'une large plate-forme dans le domaine de la critique constructive et de la liberté d'expression, il n'en demeure pas moins que cette liberté a eu également un effet négatif. En plus, la liberté de presse est mal appréciée en Algérie contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays arabes et non arabes, où les médias ont pu changer des régimes politiques.

La faible performance des médias algériens peut être renvoyée au contrôle exercé par les pouvoirs étatiques, mais aussi à cause de l'imperméabilité de la situation intérieure du pays. Les intimidations exercées sur les médias ont atteint des limites inimaginables, allant jusqu'à des poursuites judiciaires, au nom du non-respect de l'éthique professionnelle contre des journalistes ciblant les institutions étatiques et ses symboles.

Enfin, il faut souligner que la démocratie naissante en Algérie, a ses propres constantes, le respect des spécificités propres à l'Algérie et à son identité nationale, que tous les principaux acteurs doivent respecter et promouvoir sans toutefois altérer la sécurité et la stabilité de l'Algérie. Dans ce contexte, le Président de la république a été clair lors de son discours adressé à la nation à l'occasion de la 62ème commémoration du déclenchement de la révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954 en disant : « certes l'ambition de l'accès au pouvoir est la finalité du pluralisme démocratique. Cependant, le succès de la démocratie pluraliste exige la stabilité, j'appelle donc toutes nos formations politiques à concourir à la préservation de cette stabilité. C'est là une obligation pour chacun, envers le peuple source de la démocratie, et envers la patrie unique pour tous ».

## **2- Enjeux politiques externes**

### **Préambule**

Depuis l'indépendance, l'Algérie est restée fidèle à ses positions politiques traditionnelles, qui déterminent les lignes et les orientations de sa politique étrangère, en favorisant toujours les solutions politiques pacifiques, par la voie du dialogue même pendant les années de crises régionales et internationales ; l'Algérie a également exprimé son engagement à la non-ingérence dans les affaires d'autrui, ce qui a apporté à sa diplomatie une reconnaissance internationale pour sa prévoyance et spécialement dans la gestion des crises de la Lybie et du Mali. Ce qui explique que l'Algérie s'est opposée à l'intervention militaire étrangère de ce qui s'est produit après ces interventions a provoqué le chaos et l'instabilité et conduit au terrorisme et à la diffusion massive d'armement léger et de petit calibre dans la région.

L'Algérie jouit d'un grand respect sur la scène internationale. Elle est devenue un partenaire important, qu'on consulte le plus souvent au niveau des institutions internationales, en particulier dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Dans ces domaines elle insiste sur la nécessité de trouver un concept unifié et une solution universelle.

L'Algérie montre que ses priorités sont inséparables de sa politique étrangère, la sécurité, le développement et la défense régionale. Elle plaide en faveur de l'Afrique et du monde arabe et islamique et de la société humanitaire. A titre d'exemple, en mettant en œuvre sa machine diplomatique, l'Algérie a réussi dernièrement à établir un important compromis au sein de l'OPEP qui a conduit à la diminution de la production afin de soutenir les prix du baril de pétrole.

### **L'Algérie dans l'espace africain**

À la lumière de la défaillance économique et sécuritaire croissante de l'Afrique, les relations algéro-africaines restent, au moins à court terme, influencées par la situation sécuritaire instable, pour laquelle l'Algérie essaie de privilégier le facteur sécuritaire sur les facteurs économiques et de développement. Le rôle algérien dans le fragile espace géopolitique africain est un important déterminant dans ses relations extérieures. Car le "rôle" est une donnée stratégique essentiel dans les relations internationales ; ce terme est défini par les éléments de conflit et de stabilité, de force et d'influence liés à la profondeur africaine. Il représente le plus important marqueur de la science géopolitique. Il est défini aussi comme l'un des composantes de la politique étrangère et se situe dans les principales

fonctions que l'État exerce à l'étranger pendant une longue période Il traduit la politique étrangère par les décisions, les engagements, les règles et les actions appropriées pour chacun des États partenaires et leurs cadres géographiques. En conséquence, on peut dire que la diplomatie algérienne est soumise à plusieurs impératifs parmi lesquels, le rôle diplomatique sécuritaire à jouer dans l'espace géopolitique africain avec trois indicateurs clés :

- **Premier indicateur** : la diplomatie sécuritaire est devenue une obligation de l'Algérie pour contrôler son voisinage dans un espace africain fragile et en crise. Pour cela, l'Algérie a choisi dès le début un partenariat avec l'Afrique fondé sur une approche sécuritaire au détriment d'une approche économique.
- **Deuxième indicateur** : en assurant sa diplomatie sécuritaire, l'Algérie a pris une attitude d'intervention contre la criminalité économique et elle a choisi d'accepter le rôle d'acteur pour gérer la complexité dans le milieu incertain des pays du Sahel, considérés comme zone de crises et de menaces diverses.
- **Troisième indicateur** : l'Afrique demeure une région en retard en matière de développement humain. Ce qui la rend selon l'approche économique un continent fragile avec des symptômes d'échec, en raison de l'incapacité des États du continent à assurer à la population africaine les services de première nécessité et de maintenir leur légitimité. Ces facteurs ont favorisé l'émergence de menaces sécuritaires tout autour de l'Algérie. Et cette situation l'a poussé à augmenter son budget de défense et à prendre des mesures sans précédent afin de protéger ces frontières.

L'Algérie affronte de fait une situation sécuritaire très difficile, qui l'a met en demeure de choisir entre deux options : soit le devoir de coopérer avec ses voisins dans le domaine sécuritaire, soit adopter une doctrine basée sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres.

Mais l'Algérie a trouvé un autre compromis fructueux par l'établissement des réunions bilatérales ou multilatérales afin de coordonner et d'échanger des renseignements, voire d'offrir quelques formes de soutien.

La doctrine sécuritaire algérienne reste donc toujours le déterminant principal dans toutes ses relations avec le continent africain à la lumière de la fragilité économique et sécuritaire, voire de l'échec étatique. L'Algérie demeure le centre de gravité régional par ses tentatives de gérer l'instabilité des profondeurs africaines, laquelle sera toujours basée sur la préférence pour la sécurité au détriment de l'approche économique.

## **L'Algérie dans l'espace arabe**

### **Définition**

La Ligue arabe est une organisation fondée le 22 mars 1945 comprenant les pays arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique. Sa charte prévoit la coordination entre ses membres, son siège permanent est la capitale égyptienne le Caire.

### **Objectifs de la Ligue arabe :**

- consolider les relations entre les pays arabes membres, coopérer dans divers domaines et veiller à coordonner les plans politiques des États arabes ;
- Entretenir l'indépendance et la souveraineté des pays membres, et bannir toute hostilité entre eux;
- Maintenir la paix et la sécurité dans la région arabe, et résoudre toutes les différences ;
- Prendre en considération les intérêts du monde arabe.

Depuis sa fondation, la Ligue arabe a connu plusieurs crises dues aux divergences de points de vue entre ses membres sur les questions du moment et même en cas de consensus, rarement les décisions obtenues entrent en vigueur spécialement, celles relatives à la question palestinienne.

L'Algérie a toujours soutenu l'unité du monde arabe, et elle a aussi toujours appelé à la réforme et à la restructuration de la Ligue arabe pour faire face aux nouveaux défis. Mais en réalité, il y a plusieurs raisons qui ont introduit les divergences, spécialement avec l'Arabie saoudite dans plusieurs situations politiques en particulier :

- Certains pays arabes croient que l'Algérie n'a pas condamné la conquête militaire irakienne du Koweït en 1991 ;
- La convergence algéro-iranienne et l'échange de visites entre les responsables des deux pays ;
- le refus algérien d'adhérer à la coalition militaire arabe contre le Yémen, ainsi qu'à la coalition islamique contre le terrorisme ;
- le positionnement algérien contre l'appel-saoudien à renverser le président syrien ;
- l'abstention algérienne lors de la décision prise par la Ligue arabe appelant à une intervention militaire en Libye ;

- le refus algérien de considérer le Hezbollah libanais comme une organisation terroriste selon une classification établie par la Ligue arabe.



### **L'Algérie dans l'espace méditerranéen**

Les pays du bassin méditerranéen ont des caractéristiques communes qui peuvent être résumées comme suit :

- ils surplombent tous la mer méditerranéenne, centre de l'ancien monde ;
- les pays méditerranéens se répartissent entre trois continents ;
- c'est une région très peuplée et culturellement assez homogène et complémentaire.

### **L'idée d'un format politique du (5+5) de l'Ouest méditerranéen**

Elle est apparue la première fois en France l'année 1983, présentée sous forme de proposition par le président français François Mitterrand, et pour de multiples raisons, elle ne sera traduite qu'en 1989. Cette organisation régionale contient dix pays, cinq de la rive Nord : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, et le Malte, et cinq pays de la rive Sud : la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. La première réunion au niveau des chefs d'États des pays membres a eu lieu à Tunis en 2003, où dans son communiqué final, les pays membres ont définis comme enjeux:

- les défis politiques et stratégiques ;
- les défis économiques et de développement ;
- les défis sécuritaires et militaires.

Mais tout ce qu'a été réalisé, reste encore en deçà des aspirations des peuples de la Méditerranée occidentale, en particulier ceux de la rive sud qui souffrent encore de difficultés

économiques. Malgré la présence de facteurs clés de réussite favorisant l'établissement d'un véritable partenariat permettant de réaliser progressivement une réelle intégration stratégique, les résultats de cette coopération demeurent insatisfaisants. En conséquence, il reste beaucoup à faire pour réaliser les objectifs prédéfini par les initiateurs de ce projet.

Selon les théoriciens géopolitiques, la méditerranée occidentale est un espace géographique très approprié pour lancer une feuille de route stratégique aux profits des deux rives. Dans ce contexte, le CA (2S) Jean Dufourcq, docteur et chercheur en science politique, confirme que « la Méditerranée occidentale, ses riverains latins de l'Europe du sud et maghrébins d'Afrique du nord, présente toutes les caractéristiques d'un bassin stratégique. Cet espace peut devenir un vrai laboratoire de la mondialisation et une zone utile d'équilibre et de transition entre l'Europe et l'Afrique. »

Grâce à son excellente position géographique, à l'abondance de ses richesses naturelles, en particulier le pétrole et le gaz, l'Algérie est consciente des besoins de l'Europe et particulièrement de la France, et de ses propres besoins dans de nombreux domaines, afin d'acquérir les connaissances et les technologies nécessaires pour développer, moderniser son économie et créer ainsi un partenariat solide sur la base d'un partenariat gagnant-gagnant. Mais pour atteindre cet objectif, il faut que les deux parties soient en mesure de mettre les intérêts de leurs peuples en première ligne, et trouvent les compromis nécessaires pour un vrai décollage économique en dépassant tous les obstacles comme le confirme l'écrivain et journaliste Rémy de Gourmant : « l'histoire est une erreur tombée dans le domaine public, elle n'en soit jamais ; les opinions se transmettent héréditairement. ».

Enfin, les relations bilatérales algéro-françaises doivent être placées sous le signe de l'égalité pour servir les intérêts des deux pays et de leurs populations, en laissant les différences de côté pour former un pôle économique plus intégré. Tout cela a été confirmé par monsieur Jean-Louis Guigou, président de l'IPEMED (Institut de prospective du monde méditerranéen) en disant : « les Algériens et les Français sont à la Méditerranée, ce que les Allemands et les Français sont à l'Europe, des frères ennemis qui doivent redevenir de vrai bons amis capable de construire ensemble leur avenir mais aussi l'avenir au sein d'un ensemble, l'Afrique- Méditerranée- Europe. »



### **L'Algérie dans l'espace maghrébin**

L'Union maghrébine a été fondée en 1989 ; elle est constituée de cinq pays : la Lybie- la Tunisie- l'Algérie- le Maroc- la Mauritanie, cette fondation a été liée à trois dimensions :

- Aspect historique : la solidarité pour affronter l'occupation étrangère;
- Aspect culturel, civilisationnel et religieux : la religion musulmane et l'interaction civilisationnelle entre Arabes et Amazighs ;
- Aspect économique : disponibilité de richesses naturelles, pétrole et gaz en Algérie et en Lybie, phosphate, potentialité agricole et touristique au Maroc et en Tunisie, fer et pêche en Mauritanie.

**Les motifs de création de l'Union maghrébine :** ce bloc régional est lié à plusieurs motifs :

- l'échec de chaque État pour réaliser unilatéralement le lancement économique, et donc la recherche de formules intermédiaires pour la coopération, la coordination et l'intégration ;
- les défis locaux, régionaux et internationaux affrontés par les pays de Maghreb ;
- l'émergence du phénomène des grands blocs économiques internationaux ;
- la proximité géographique et l'interférence des intérêts économiques, ainsi que la similitude des régimes politiques.

Le principal état final recherché par cette union, est de développer la coopération régionale face à l'Europe, principal partenaire, dans une ère de blocs économiques, mais cet objectif reste loin à atteindre et ce rêve demeure encore irréalisable. Les institutions de cette union sont gelées et aucune réunion n'a eu lieu entre les leaders depuis le Sommet de Tunis en 1994. Cette situation défavorable a engendré sur la zone des pertes énormes, car suite à des statistiques présentées par des économistes, la non-activation de cette union, a coûté cher aux pays membres, engendrant des pertes financières annuelles estimées plus de 6 milliard de dollars, et de 2 à 3 points de croissance, ainsi que des milliers de d'emplois perdus.

Les raisons pour lesquelles l'Union maghrébine n'est pas mise en œuvre sont dues au fait que presque toutes les conventions signées n'ont pas été matérialisées. Ajoutons à cela, les divergences maroco-algérienne inhérentes à l'attentat terroriste perpétré l'été 1994, ayant visé un hôtel à la ville de Marrakech. A la suite de cette affaire, les services secrets algériens ont été accusés par le Maroc d'avoir commandité cet attentat, en conséquence les autorités marocaines ont exigé des Algériens un visa pour entrer en territoire marocain. En réponse à cette réaction, l'Algérie a décidé la fermeture des frontières terrestres entre les deux pays.

En réalité l'incident de Marrakech, n'a été qu'une étincèle, car les divergences entre les deux pays remontent plus loin et la cause principale est liée à la question du Sahara occidental que le Maroc considère comme un territoire marocain, quant à l'Algérie elle le considère comme un territoire occupé, nécessitant une autodétermination dans le cadre de la légitimité internationale.

De nos jours, il y a des signes positifs qui peuvent constituer un prélude à un retour à des relations normales et fraternelles entre les deux pays. En effet, des déclarations en faveur d'un rapprochement entre les deux pays sont lancées par des politiciens proches du centre de décision, appelant à entamer de sérieux pourparlers avec les autorités marocaines en vue de l'ouverture des frontières, Ainsi dernièrement, lors d'une visite menée à l'Arabie saoudite, le premier ministre algérien a déclaré : « le Maroc est un pays voisin et frère, nous avons quelques désaccords en suspens, il y a une divergence de vision, nous préférons en Algérie une approche globale et un dialogue direct pour régler toutes les questions ». Cette déclaration a été suivie par celle du ministre d'État et ministre des affaires étrangères et coopération internationale, en confirmant que : « les relations avec le Maroc sont anormales (...) même si les relations entre les deux peuples sont exemplaires » a admis le chef de la diplomatie

algérienne : « il y a un différend au sujet du Sahara occidental, dans cette affaire, la position de l'Algérie est en parfaite harmonie avec la légitimité internationale. ».



## **Chapitre 2 : Enjeux sécuritaires**

À la fin de la guerre froide, la sécurité est devenue une équation difficile dans les agendas politiques étatiques, en raison des mutations qu'a connues le monde et qui ont affecté la sécurité et la stabilité de nombreux pays. Ainsi, d'autres menaces de type asymétrique ont vu le jour, après une cinquantaine d'années dominées par les conflits et les guerres conventionnelles longtemps gérés par les deux Grands, les USA et l'URSS. Les nouvelles menaces ont suscité des nouvelles parades et la recherche de nouveaux moyens de la part des pays victimes pour y faire face.

Du fait de la mondialisation, ces menaces sont devenues transfrontalières et caractérisées par une propagation rapide dépassant les capacités sécuritaires des pays affectés, en raison des coûts financiers nécessaires pour les contrer et de la prolifération de ces phénomènes dans plusieurs régions du monde. L'exemple le plus éloquent de ces menaces est le terrorisme qui affecte la région du Sahara et du Sahel toute entière, imposant aux pays de la région le déploiement de moyens gigantesques pour assurer l'étanchéité des frontières et contrôler les flux migratoires.

L'Algérie est considérée comme un producteur de sécurité et de stabilité au sein du Maghreb et de la région nord-africaine. Dans un contexte régional caractérisé par une situation géopolitique et sécuritaire complexe dans les pays du voisinage saharien et sahélien,

l'Algérie s'investit pleinement pour trouver une solution aux conflits libyen et malien. En effet, cette situation confuse est engendrée par la crise de la Libye qui depuis l'intervention étrangère est embourbée dans le chaos. La fin du régime du Kadhafi a créé un vide institutionnel et politique, favorisant l'émergence de plusieurs phénomènes sécuritaires indésirables menaçant la région tout entière.

A noter aussi, que la situation sécuritaire dans le Sahara et le Sahel est aggravée par la lutte inavouée entre les États Unis et les autres puissances assoir leur influence voire pour mettre la main sur cette zone représentant un intérêt économique et sécuritaire majeur. Les États Unis ne permettront jamais, à une autre puissance, même alliée, de les concurrencer dans la zone.

Par ailleurs, la situation sécuritaire a empiré à la suite de la défaillance de quelques Etas et la fragilisation d'autres, mais aussi à cause de la floraison du narcotrafic. En effet, la faillite des régimes politiques en Libye a fait du pays une pépinière du terrorisme. Ce dernier a pu se propager rapidement dans la région grâce à la prolifération de l'armement et le narcotrafic. Les quantités saisies par les forces de sécurité algérienne confirment l'étroite relation entre le commerce des drogues et le terrorisme.

Cette situation sécuritaire instable peut entrainer les pays concernés vers l'extrémisme et le terrorisme. Pour y faire face ils doivent prendre des mesures préventives, afin de surmonter ce phénomène et trouver des solutions pacifiques aux problèmes sécuritaires et économiques.

Dans ce contexte, l'Algérie devrait faire plus d'efforts pour :

- renforcer et valoriser l'accord de paix et de réconciliation nationale au Mali, résultant du processus algérien de dialogue, et la nécessité d'une adhésion complète et efficace aux termes de cet accord, par l'engagement de toutes les parties, afin d'achever le parcours de la construction de l'État national malien;
- faire des efforts supplémentaires afin de combler l'écart des points de vue entre les factions libyennes, et trouver des solutions appropriées pour sortir de la crise et mettre en place un État libyen représentatif de tout le spectre politique ;
- soutenir l'identité nationale et créer une culture nationale basée sur la sensibilisation aux enjeux sécuritaires et la mise en place d'une capacité sécuritaire loin de toute intervention étrangère ;

- adopter une approche sécuritaire globale reposant sur la combinaison de tous les facteurs, politiques, économiques et sécuritaires. car le développement humain et économique est une condition sine qua non de la sécurité et de la stabilité.

La fragilité sécuritaire qui perdure dans les pays voisins a un grand impact sur les politiques sécuritaires algériennes qui sont condamnées à suivre l'évolution de la situation sécuritaires dans ces pays. Par conséquent, l'Algérie a activé sa diplomatie sécuritaire et a utilisé son poids diplomatique en tant que puissance régionale, afin d' pour aider ses voisins à sortir de la crise et présenter toutes formes de soutien, sachant que sa sécurité est intimement liée à celle de ses voisins.

- **L'initiative (5+5) de défense**

Cette initiative a vu le jour, le 21/12/2004. Elle rassemble les 10 ministres de défense des pays membre de l'initiative (5+5). Elle est devenue le forum le plus efficace dans le cadre de coopération multilatérale en matière de sécurité et de défense dans la zone de la Méditerranée occidentale.

Cette initiative constitue un outil approprié pour promouvoir la sécurité dans l'espace euromaghrébin. L'engagement effectif des pays membres a permis d'aborder les questions de sécurité qui les intéressent. Les réunions biennuelles de cette instance ont permis de résoudre plusieurs points en suspens.

**Les domaines de coopération sont**

- La surveillance maritime ;
- La sûreté aérienne ;
- Les contributions des forces armées à la protection civile ;
- La formation sécuritaire et militaire.

**Les grands projets déjà réalisés sont**

- Le Collège de défense et de sécurité ;
- Le Centre de formation au déminage humanitaire ;
- Le Centre euromaghrébin de recherche et d'étude stratégique (CEMRES) ;
- Le réseau de points de contact pour la gestion des catastrophes majeures.

Au cours de la réunion ordinaire qui a eu lieu à Alger en octobre 2016, les représentants des chefs d'état-major des armées des pays de l'initiative (5+5) défense, ont confirmé la nécessité d'une coopération et d'une coordination multilatérale afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Les principales recommandations de cette réunion sont :

- Les membres de l'initiative ont sollicité l'aide de l'Algérie pour poursuivre les groupes terroristes actifs au Nord du Mali et aux frontières avec la Libye ;
- L'Algérie est invitée à se coordonner avec les dirigeants des mouvements AZAWAD afin d'arrêter les affrontements violents entre ces mouvements et l'armée malienne ;
- L'Algérie est appelée à coordonner les actions dans la région marquée par la densité des opérations contre le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi que les risques résultant de l'immigration clandestine.



Malgré la coopération et la coordination incarnées sur le terrain, il n'en demeure pas moins que l'extension des attributions de l'initiative 5+5 Défense à d'autres domaines demeure une nécessité absolue pour promouvoir son rôle. La création d'une force militaire mixte et l'exécution d'exercices militaires communs pour la protection des frontières terrestres et maritimes sont de nature à atténuer ce phénomène.

### **Chapitre 3 : Les enjeux économiques**

L'Algérie possède une importante manne pétrolière, et l'économie algérienne dépend à 97% des hydrocarbures. Cette situation expose l'économie du pays à des grands risques en cas de baisse des prix.

Ces risques sont manifestés essentiellement par :

- Le déficit du budget public, qui pourrait menacer la stabilité sociale et économique, en l'absence d'une économie alternative. Toutes les politiques économiques adoptées, au cours des cinquante dernières années, ont échoué ;
- Le gouvernement algérien va affronter une grande difficulté pour financer le trésor public, et se couvrir sur les marchés étrangers ;
- La stabilité socioéconomique sera menacée par l'émergence de la violence sociale comme le seul moyen de résoudre les problèmes économiques.

L'effondrement des prix de pétrole est une précieuse occasion pour l'Algérie de changer son modèle économique. Toutefois ceci est conditionné par une volonté politique sincère de l'État pour faire rupture avec le passé. Mais il faut souligner qu'il y a plusieurs obstacles qui entravent la concrétisation de cette volonté sur le terrain. Et ce, malgré les points forts que l'Algérie possède dans plusieurs domaines économiques alternatifs, ainsi que la possession des facteurs positifs prometteurs, des capacités et des ressources considérables. Dans ce contexte et à titre d'exemple, dans le secteur agricole, le pays dispose de vastes terres fertiles qui peuvent fournir des produits abondants, en cas de réhabilitation et d'exploitation appropriée de ces terres. L'Algérie a une main d'œuvre qualifiée dans le domaine, en tenant compte de sa diversité climatique qui à son rôle à jouer dans le jeu des récoltes agricoles.

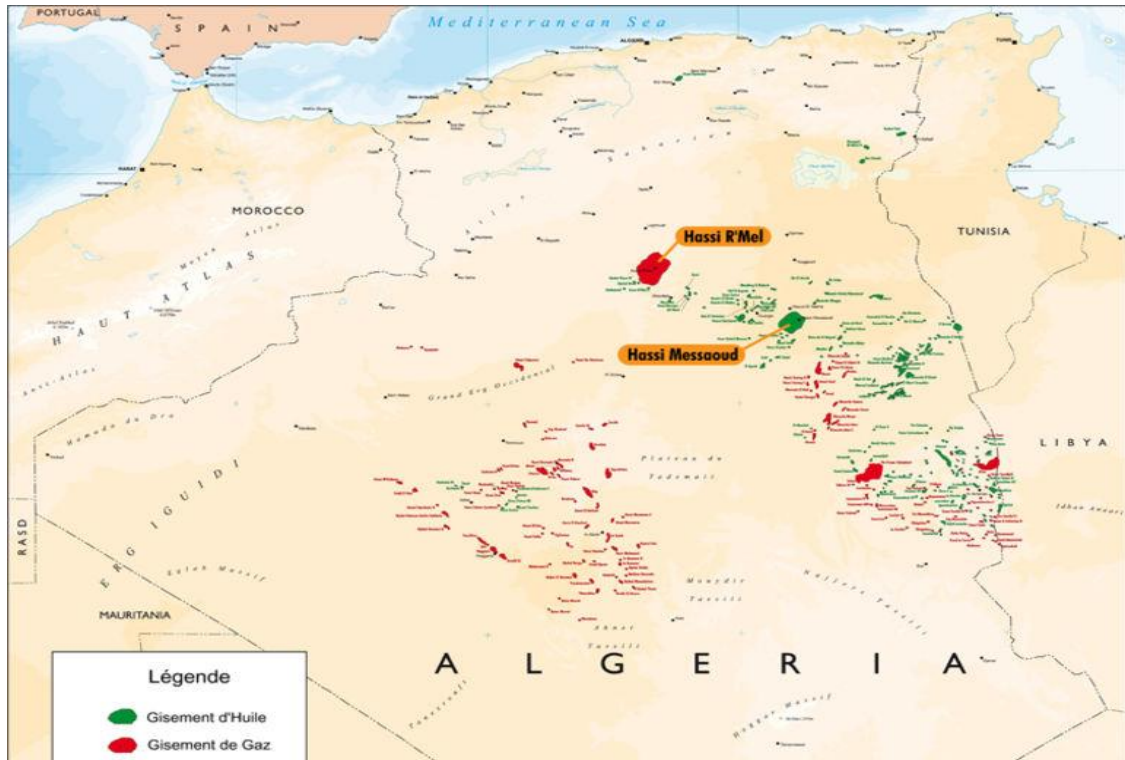
- **Solutions possibles**

Grâce à la cohésion sociale que l'Algérie tient toujours à consolider, les économistes ont la certitude que l'Algérie peut augmenter son taux de croissance de 7 à 10% en 2021, et réaliser les conditions de relance économique à l'horizon de 2030. Ce décollage économique est hypothéqué par des réformes consistant en la mise à niveau de l'économie sur une planification régionale, et à un processus de prospective et statistique à court terme.

Les actions à conduire sont :

- établir une liste grise à travers des barrières non tarifaires ;
- instaurer un ministère délégué aux impôts ;
- simplifier les procédures de création de mini et petites entreprises, pour absorber la liquidité ;

- officialiser le marché parallèle de changes par l'ouverture des locaux dédiés, dans le cadre de droit commerciale algérien, libéraliser le marché monétaire ainsi que les taux d'intérêt ;
- lancer des produits bancaires basés sur la participation et la spéculation.



L'Algérie possède tous les atouts nécessaires pour garantir son épanouissement économique et son développement. Mais la réussite dépend de la réunion des conditions du succès : à savoir une volonté politique sincère pour la diversification de l'économie algérienne, loin de la dépendance aux prix des hydrocarbures, une bonne gouvernance et des stratégies économiques sectorielles bien ciblées.

\*

## Conclusion

L'Algérie, comme certains pays, a connu l'insécurité et l'instabilité pendant une décennie (1992-2002), où elle a payé bien seule les coûts élevés de la lutte contre le terrorisme. Mais après les attentats du 11 septembre 2001, les équilibres se sont renversés. L'Algérie a enfin gagné la légitimité intérieure de sa guerre contre le terrorisme et elle est devenue ensuite un partenaire apprécié dans le domaine de sécurité et de renseignement.

Après les retombées néfastes du « printemps arabe », les menaces régionales se sont intensifiées et c'était la première fois où l'Algérie se trouvait menacée dans sa sécurité nationale par l'extérieur. D'une façon directe et indirecte, presque toutes ses frontières ont été affectées par l'aggravation de la situation sécuritaire dans les pays limitrophes, caractérisée par la complexité, la prolifération d'armes, l'extrémisme religieux, le narcotrafic et l'immigration clandestine. Mais le plus grave est la coalition de la criminalité organisée avec le terrorisme (des menaces dures), Ceci a incité l'Algérie à anticiper les risques quand elle a réalisé que sa sécurité n'est plus seulement dans le contrôle de son territoire géographique, mais s'étendait aux espaces géopolitiques proches et lointains. Dans un tel environnement, l'Algérie a mis en œuvre un plan diplomatique sécuritaire comprend toutes les formes de soutien aux pays voisins pour sortir de la crise, ou au moins pour l'atténuer. Malgré les difficultés financières qui ont touché l'Algérie dernièrement suite à la baisse des prix de pétrole, elle a toujours gardé sa détermination et son engagement dans la lutte contre le terrorisme et la préservation de sa sécurité nationale, en suivant trois axes principaux :

- L'élaboration d'une stratégie sécuritaire globale, pour affronter les défis sécuritaires dont le terrorisme et la criminalité organisée, et préserver les équilibres économiques et sociaux internes ;
- La fourniture de toutes les formes de soutien aux pays voisins, en particulier du Sud, et la recherche de solutions appropriées aux problèmes politiques internes ;
- L'activation de la diplomatie algérienne afin de soutenir les choix régionaux, et obtenir le soutien et l'appui de la communauté internationale.



## Bibliographie

- **Ouvrages :**

- Hadj Taj : introduction à la géopolitique.
- Abdi Nouredine : Algérie-Maghreb. Le pari méditerranéen.

- **Sites internet :**

- Forum el Djelfa (langue arabe).
- Tsa.Algerie (langue française).

- **Articles :**

- Dr Assi Abdelkader : l'impact des menaces sécuritaires sur la sécurité en Algérie. (langue arabe)
- Dr M'hand Barkouk : les enjeux sécuritaires dans les pays voisins imposent des nouveaux défis à l'Algérie. (langue arabe).
- Dr Khadri Hamza : la crise n'est pas un fait inévitable ; les paris de la phase difficile et les solutions possibles. (langue arabe).
- Dr Bachir Messaitfa : voici les solutions pour éviter une crise économique en Algérie. (langue arabe).
- Dr Mustapha Kasbaoui : les enjeux des blocs régionaux : le bloc régional, une option de développement. (langue arabe).

\*